



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°608 – 28 novembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

14,6 M USD de la BAfD pour renforcer la sécurité alimentaire au Sahel

Le 21 novembre 2025, le Fonds africain de développement (FAD), guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#) un don de 14,6 M USD en faveur du Projet 2 du Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS). Financé par le Guichet d'action climatique du FAD, le projet vise à renforcer l'adaptation et la résilience des communautés au Sahel face aux événements climatiques extrêmes. Il soutiendra la création de 60 "villages climato-intelligents" autour d'infrastructures hydroagricoles, l'amélioration de l'accès et de l'utilisation de l'information climatique, le développement d'un système semencier et l'autonomisation des femmes et des jeunes. Le projet inclut également une plateforme numérique pour la collecte et la gestion des données climatiques.

Bénin

La croissance est demeurée dynamique au 2^e trimestre 2025

[Dans sa note de conjoncture pour le 2^e trimestre 2025](#), la Direction générale de l'économie indique entre autres que : (i) la croissance économique s'est établie à 7,6 % en glissement annuel (g.a), principalement portée par le secteur tertiaire, (ii) l'inflation reste

Le chiffre à retenir

155

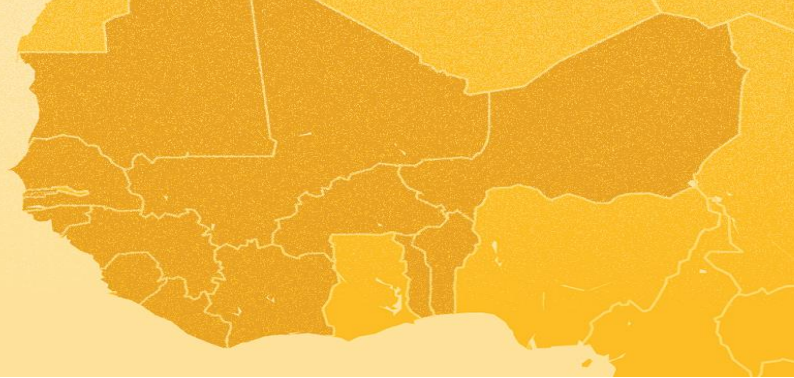
La nouvelle estimation en tonnes des ressources aurifères du projet Koné, situé dans le nord de la Côte d'Ivoire

contenue à 1,8 % en moyenne annuelle, grâce en partie à des prix plus faibles du carburant sur le marché informel. En outre, selon les statistiques agricoles provisoires, la production de la campagne 2024/2025 serait globalement en hausse par rapport à la campagne précédente, de 5,9 % pour les produits vivriers, de 7,5 % pour le coton, de 4,3 % pour l'anacarde et de 1,2 % pour l'ananas. Enfin, le volume global de marchandises traitées par le port de Cotonou a augmenté de 50,5 % en g.a au 2^e trimestre 2025.

Burkina Faso

Regroupement de plusieurs fonds publics au sein de quatre nouveaux fonds

Le 20 novembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) quatre décrets créant de nouveaux instruments de financement publics : (i) le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) "Töogo" qui résulte de la fusion de sept fonds et vise à centraliser les ressources nationales et internationales pour le



développement économique; (ii) le Fonds d'appui au sport et à la presse privée (FASP) "Wassa Bondo" qui regroupe deux fonds existants et destiné à soutenir le sport, les loisirs et la presse privée. Le Fonds de soutien à l'éducation et à la recherche (FOSER) "Bāngr baoobo" qui centralise trois fonds et destiné à soutenir la formation, la recherche et l'innovation; (iv) le Fonds d'assistance sociale et de solidarité nationale (FASSN) "Seenimin" qui fusionne deux fonds et vise à accompagner les personnes vulnérables et les actions humanitaires. Selon le gouvernement, cette réforme vise à simplifier la gestion des financements, à réduire les doublons et à renforcer l'efficacité des interventions publiques.

Manque à recouvrer auprès des sociétés minières en vue de la restauration des sites miniers

Au cours du Conseil des ministres du 20 novembre 2025, les autorités [ont](#) fait état d'un manque à recouvrer de 31,1 Md FCFA (47,5 M EUR) auprès de sociétés minières pour non versement des cotisations destinées au Fonds de réhabilitation et de fermeture des mines (FRFM) sur les exercices 2023 et 2024. Ce fonds, prévu par le code minier, finance la restauration des sites après exploitation et doit être alimenté par les contributions annuelles des exploitants. En 2023, selon la communication du Conseil, seules trois mines industrielles auraient versé 7,2 Md FCFA (11 M EUR) sur 24,4 Md (37,2 M EUR) attendus, et en 2024, sept sociétés à hauteur de 13,7 Md FCFA (20,9 M EUR) sur 27,7 Md FCFA (42,2 M EUR) attendus. Le gouvernement prévoit des mesures pour contraindre les opérateurs à régulariser leur situation. Les noms des sociétés concernées n'ont pas été précisés.

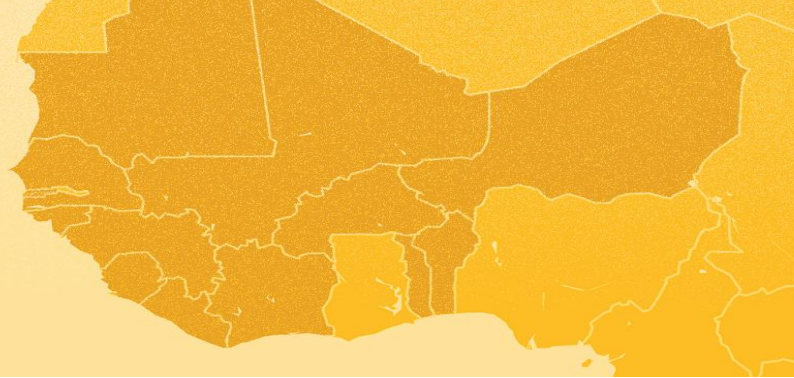
Côte d'Ivoire

Montage Gold réévalue à la hausse les ressources du projet aurifère Koné

Montage Gold [a publié](#) début novembre des résultats d'exploration qui renforcent le positionnement du Projet Koné comme un des futurs piliers de la montée en puissance du secteur aurifère ivoirien. Les nouveaux forages réalisés sur et la mise à jour technique a permis de réévaluer les ressources tandis que l'ensemble du programme d'exploration 2025 confirme un potentiel d'expansion sur plusieurs corridors minéralisés. Ainsi, les ressources totales du projet sont désormais estimées à environ 155 tonnes d'or, avec une durée de vie de 16 ans. La mise en exploitation reste prévue pour le deuxième trimestre 2027.

La BAfD accorde 39 M EUR pour renforcer la gouvernance et les recettes intérieures

La Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) un financement de 38,9 M EUR en faveur de la Côte d'Ivoire pour la mise en œuvre du Projet d'appui à la gouvernance pour la promotion de la croissance inclusive (PAGOCI). L'objectif du projet est de favoriser une croissance forte, résiliente et inclusive en renforçant la gouvernance publique et la mobilisation des recettes intérieures. Il vise ainsi à moderniser l'administration financière, améliorer la transparence budgétaire et accroître l'efficacité de la collecte des recettes. Il soutient également le renforcement des capacités institutionnelles dans l'intégration des dimensions du genre et du changement climatique dans la sélection et la priorisation des projets d'investissement public.



Guinée

Difficultés d'approvisionnement en carburant à Conakry

Selon la presse locale, la capitale guinéenne connaît depuis quelques jours une nouvelle pénurie de carburant, marquée par des ruptures intermittentes d'approvisionnement en essence et en gasoil dans plusieurs stations-service. Selon les opérateurs du secteur, cette tension s'explique principalement par des [retards dans les livraisons de produits pétroliers](#), un phénomène récurrent lié aux contraintes d'importation et de stockage du pays. Selon le ministre porte-parole du gouvernement, l'augmentation rapide de la consommation nationale et l'afflux de demande provenant des pays voisins expliquent ces tensions ponctuelles. Cette pénurie affecterait les activités de transport urbain et interurbain, avec une hausse ponctuelle des tarifs observée dans certains quartiers.

Libéria

7 M USD de la BAfD pour achever la construction d'une centrale hydroélectrique

Le 24 novembre 2025, le Fonds africain de développement (FAD), le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement, [a approuvé](#) un financement additionnel de 7,4 M USD pour finaliser le Projet énergies renouvelables pour l'électrification au Libéria. Ce prêt vise à couvrir les dépassements de coûts liés à la construction de la centrale hydroélectrique de Gbedin et aux retards de mise en œuvre, ainsi qu'à soutenir certaines activités sous-financées, dont le Plan d'action genre. L'accord de financement pour le projet a été approuvé en 2019 et est entré en vigueur en 2021. En plus de la centrale, le projet prévoit entre autres la construction d'une ligne

d'évacuation de 8 km, de 3 postes de transformation, ainsi que d'infrastructures routières et de distribution permettant le raccordement de 6 650 ménages dans les comtés de Nimba et Bong. Une fois achevé, le projet devrait augmenter la production nationale de 56,5 GWh par an, soit environ 6,9 % de l'offre électrique du pays, et améliorer l'accès à l'électricité pour près de 60 000 personnes.

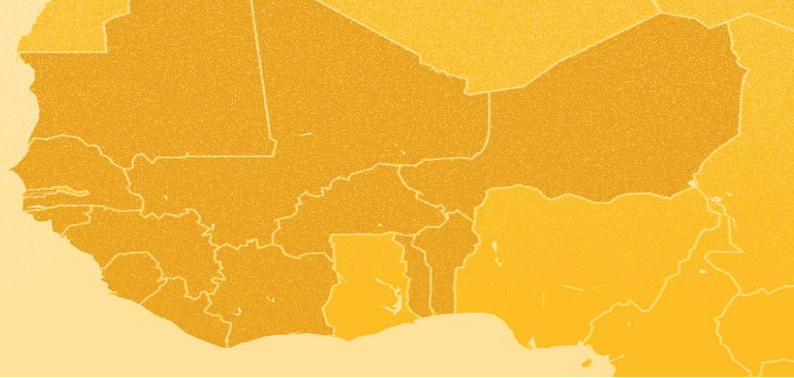
Mali

Fin du litige entre l'Etat et Barrick Gold sur la mine de Loulo-Gounkoto

Le 24 novembre 2025, les autorités maliennes de transition et la compagnie canadienne Barrick Gold [ont annoncé](#) la fin de leur différend autour du complexe aurifère de Loulo-Gounkoto, la plus grande mine d'or du pays, placée sous administration provisoire depuis juin dernier. L'accord met un terme à plusieurs mois de tensions et prévoit l'abandon de toutes les charges visant Barrick et ses employés, ainsi que la libération de quatre responsables maliens détenus depuis septembre 2024. Les opérations de contrôle de la mine seront restituées à Barrick, qui retire en contrepartie sa procédure d'arbitrage engagée devant le CIRDI. Selon Bloomberg, la compagnie canadienne devrait [verser](#) 244 Md FCFA (372 M EUR) aux autorités, dont 144 Md FCFA (219,5 M EUR) dans les six jours suivant l'accord ; le solde devant être couvert par des crédits de TVA. Aucune information officielle concernant le stock d'or saisi et le renouvellement du permis minier n'est pour l'instant disponible.

Le FMI achève la mission virtuelle au titre de la 1^{ère} revue du SMP

Le 24 novembre 2025, les services du Fonds monétaire international (FMI) [ont annoncé](#) la conclusion de sa mission virtuelle consacrée à la



première revue du programme de référence (*Staff-monitored Program* – SMP). Selon les services du FMI, la mise en œuvre du programme reste solide malgré un contexte difficile, avec la quasi-totalité des objectifs quantitatifs et indicatifs atteints à fin septembre. Le pays fait face en 2025 à une baisse de la production d'or et à des perturbations dans l'approvisionnement en carburant liées à l'insécurité, freinant ainsi l'activité économique. La croissance devrait donc ralentir à 4,1 % en 2025. Le SMP, approuvé en mars 2025 pour une durée de 11 mois, vise à soutenir la viabilité budgétaire, à renforcer la gouvernance et la gestion financière publique, et à protéger les plus vulnérables.

Mauritanie

39 M EUR de la France pour la construction de 10 centrales solaires

Le ministre français délégué au Commerce extérieur et à l'attractivité a effectué une [visite officielle en Mauritanie](#) les 25 et 26 novembre 2025, au cours de laquelle un accord de prêt concessionnel [a été signé](#) avec le ministre des Affaires économiques et du Développement de l'Énergie. Ce financement, d'un montant de 39,2 M EUR, est destiné à la construction de dix centrales solaires équipées de systèmes de stockage.

30 M USD de la Banque mondiale en faveur d'une croissance inclusive et durable

La Banque mondiale [a approuvé](#) le 25 novembre 2025 un financement de 30 M USD destiné à appuyer des réformes structurelles pour une croissance inclusive et durable. Ce financement soutiendra la transition du pays vers une économie moins dépendante des industries extractives et orientée vers une croissance diversifiée et résiliente. Les mesures portent sur l'amélioration du recouvrement de l'impôt

foncier, la modernisation du cadre réglementaire de l'investissement privé, le renforcement du capital humain et l'élargissement de l'accès à une énergie fiable et abordable. Il s'agit de la première d'une série de trois opérations de Financement des politiques de développement de la Banque mondiale visant à lever les contraintes structurelles qui entravent la transformation économique de la Mauritanie.

Niger

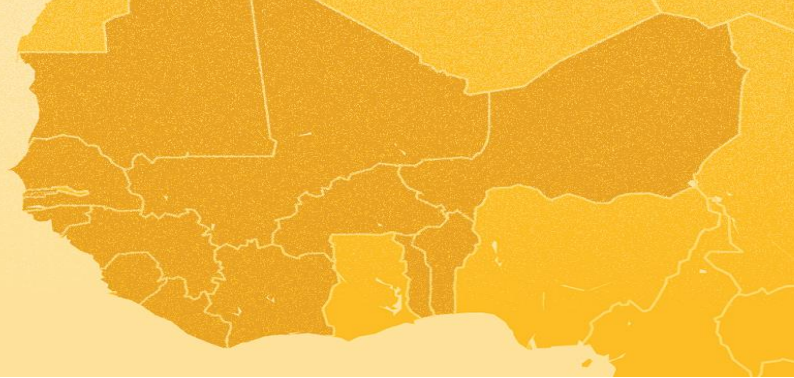
Réception de plus de 1000 km de fibre optique

Le 14 novembre 2025, le Niger [a réceptionné](#) plus de 1000 km de fibre optique dans le cadre du Projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique (DTS), financé par la Banque africaine de développement (BAfD). Ce projet, d'un coût de 43 M EUR, comprend la construction d'un réseau national et transfrontalier de 1 031 km de fibre optique, ainsi que la mise en place d'un centre de données national de niveau Tier III. Les tronçons couvrent cinq axes nationaux reliant le Niger à l'Algérie, au Tchad, au Nigeria, au Bénin et au Burkina Faso, en plus d'une boucle urbaine de 88 km pour connecter les sites administratifs au futur data center. Le projet vise à renforcer la connectivité haut débit, soutenir la numérisation des services publics, faciliter le commerce électronique et les services financiers mobiles, et stimuler l'emploi local.

Sénégal

Le PIB du pays revalorisé de +13,5 % après le rebasage

Le 25 novembre 2025, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a officiellement [annoncé](#) l'actualisation de l'année de base de ses comptes nationaux,



passant de 2014 à 2021. A la suite de l'opération de rebasage, le PIB de 2021 a été revalorisé de +13,5%, et est désormais estimé à 17 316 Md FCFA (26,4 Md EUR). Cette revalorisation s'explique par la prise en compte de nouvelles enquêtes et des améliorations de couverture, la mise à jour des sources courantes et des classifications et une amélioration des méthodologies d'estimation, de traitement ou de calcul. En termes sectoriel, la part du secteur tertiaire dans le PIB a enregistré une hausse (50,5 % avec l'ancienne base à 53,4 %), tandis que le secteur primaire reste quasiment stable (de 15,6 % à 15,4 %) et le secteur secondaire recule légèrement (de 23,9 % à 22,6 %). Par ailleurs, le poids des taxes nettes s'est réduit (de 10 % à 8,7 %), sous l'effet d'une réévaluation plus importante du PIB. Ce rebasage impacte naturellement les agrégats mesurés relativement au PIB, dont (i) le déficit budgétaire qui passe de 13,3 % du PIB à 11,8 % en 2021 ; le taux de pression fiscale qui évolue de 18 % du PIB à 15,9 % et (iii) le taux d'endettement public qui passe de 90,8 % du PIB à 80 % en 2021 (année de base de ce rebasage).

La construction du complexe gazier au port de Dakar en bonne voie

Alors que les autorités ont entamé le projet de développement du réseau gazoduc national avec la société nationale RGS (Réseau gazier du Sénégal), un autre segment gazier [progresse](#) parallèlement au Port de Dakar avec le Groupe sénégalais Elton Oil Company. Destiné à alimenter la SENELEC, le chantier de ce terminal gazier en eau profonde a été visité en octobre dernier par le ministre des infrastructures. D'un coût de 70 Md FCFA (106,7 M EUR), le projet qui a fait l'objet d'un [contrat](#) signé en juin 2024 entre Elton et la SENELEC, prévoit la mise en place d'installations de stockage, de regazéification et de distribution du gaz naturel liquéfié (GNL) avec une capacité de 140 000 m³. Ce projet s'inscrit dans la stratégie Gas to Power du pays, qui vise à substituer le fuel par le gaz issu des champs offshore comme Grand

Tortue Ahmeyin (GTA) et à renforcer la position du Sénégal en tant que hub énergétique régional.

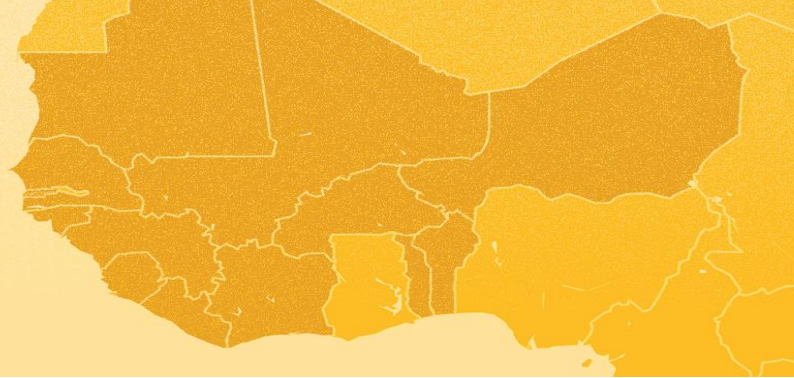
Partenariat entre l'Etat et la BOAD pour la valorisation des actifs publics

Le 24 novembre 2025, l'Etat du Sénégal et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [ont conclu](#) un partenariat visant à optimiser les actifs publics sénégalais, via le Fonds de Valorisation des Actifs du Sénégal (FOVAS). Cette collaboration s'inscrit dans la stratégie du Plan de Redressement Économique et Social (PRES), qui vise à améliorer la mobilisation des ressources intérieures, notamment par la mise en valeur d'actifs via des concessions ou des ouvertures de capital (aéroports, ports, autoroutes, zones économiques, bâtiments publics) au profit d'opérateurs privés. La BOAD mettra à disposition son expertise en structuration financière et facilitera la mobilisation d'investisseurs privés et partenaires internationaux. Cette stratégie a pour objectif de diversifier les sources de financement et de renforcer la trajectoire budgétaire du pays. Pour l'heure, les actifs concernés par ce partenariat n'ont pas encore été précisés.

Sierra Leone

Eni obtient un permis de reconnaissance pour évaluer cinq blocs offshore

Les autorités sierra léonaises [ont accordé](#) un permis de reconnaissance au groupe italien Eni marquant la première entrée de la major dans l'offshore sierra-léonais. Le permis autorise la réalisation d'études géologiques et géophysiques sur 5 blocs couvrant 6 790 km². Cette opération s'inscrit dans le regain d'intérêt des opérateurs internationaux pour l'exploration en Afrique de l'Ouest, soutenu par l'amélioration du cadre de gouvernance et de la



réglementation du secteur pétrolier en Sierra Leone. Le pays disposerait déjà de quatre découvertes et estimerait ses ressources à 44 Md barils.

Togo

Le niveau général des prix régresse de 0,4 % en g.a en octobre 2025

D'après l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) [a régressé](#) de 0,4 % en glissement annuel (g.a) en octobre 2025. Cette régression est imputable principalement à la baisse des prix des catégories "Loisirs, sport et culture" (- 5 % en g.a), "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,5 % en g.a) et "Transports" (-2,3 % en g.a). Toutefois, la baisse de l'IHPC a été atténuée par la hausse des prix des catégories "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+8,9 % en g.a) et "Restaurants et services d'hébergements" (+2,4 % en g.a).



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

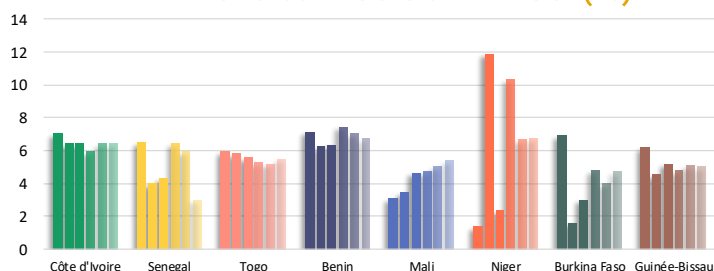
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

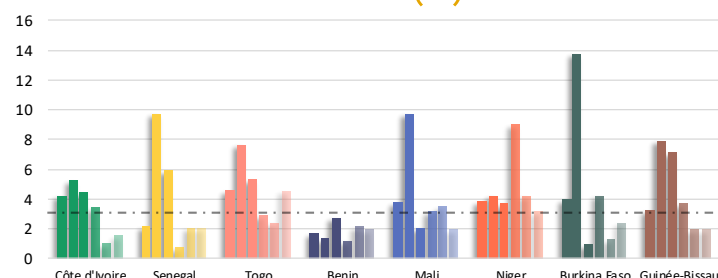


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre (2/2)

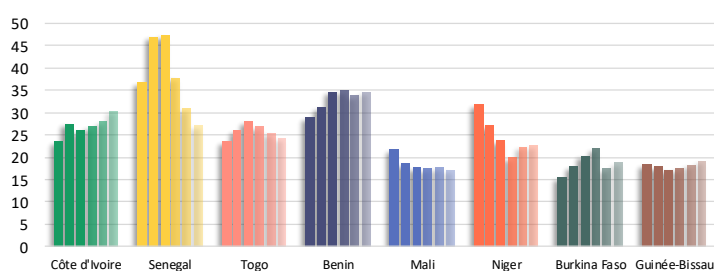
Croissance du PIB réel (%)



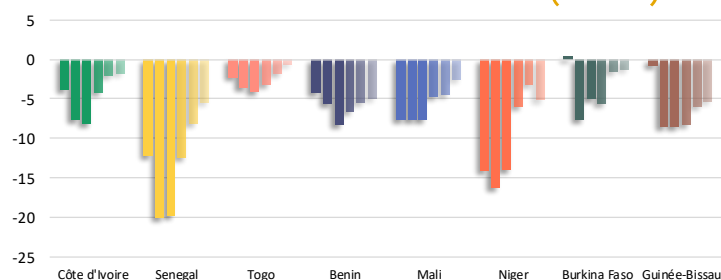
Inflation (%)



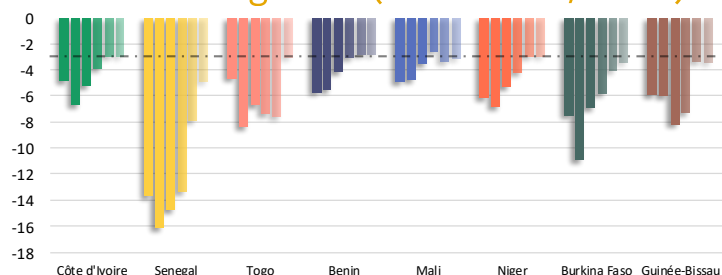
Investissements publics (% PIB)



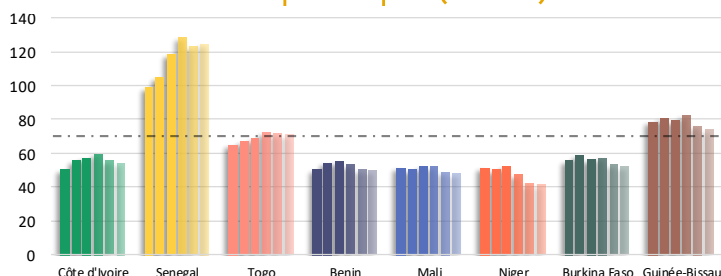
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dette publique (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 --- Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)